**MAIRIE DE BEAUFORT**

*À l'attention de* Monsieur LE MAIRE

RAPPORT DE DIAGNOSTIC
ACCESSIBILITE HANDICAPES

# SALLE DES FÊTES

DATE : 05 DECEMBRE 2012
INDICE 02

*(*) Illustrations réalisées pour le compte du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat*

**MANDATAIRE :**

**CABINET JEAN-MICHEL SIMON**

7&9 chemin des Croix
59 530 Le Quesnoy
Tel : 03 27 09 14 00
Fax : 03 27 09 14 04
Mail : sabine.dinger@architecture-simon.com

**CO-TRAITANT :**

**CABINET CHRISTIANE DELVAUX**

7 chemin des Croix
59 530 Le Quesnoy
Tel : 03 27 26 53 69
Fax : 03 27 26 56 24
Mail : delphine.cabdelvaux@orange.fr

**APAVE**

132 avenue du Faubourg du Cambrai
59312 VALENCIENNES
Tél. : 03.27.21.07.00 - Fax : 03.27.21.07.66
Mail : anne-sophie.delgrange@apave.com

**SOMMAIRE**

**DATE D'INTERVENTION : 05/12/2012**

**1. SYNTHESE DES RESULTATS 4**

1.1. Dérogations à demander à l'autorité administrative 4

**2. GENERALITES 4**

2.1. Objectif de la prestation 4
2.2. Classement de l'établissement 4
2.3. Références réglementaires 5
2.4. Commentaires relatifs au déroulement de la prestation 5
2.5. Moyens d'investigation 6

**3. DESCRIPTION DES OUVRAGES EXAMINES 6**

3.1. Description de l'établissement 6
3.2. Périmètre de la prestation 6
3.3. Locaux non visités 6
3.4. Documents examinés 6

**4. RESULTATS ET AVIS 7**

4.1. Notation des constats 7
4.2. Notation des préconisations 7
4.3. Proposition de solutions de principe et évaluation prévisionnelle de leur coût 8
4.4. Observations générales 8

# 1. SYNTHESE DES RESULTATS

## 1.1 Dérogations à demander à l'autorité administrative

***Procédure de demande de dérogation sur une disposition non réglementaire et dont les travaux ne sont pas réalisables.***

*Le législateur a prévu un certain nombre de cas dans lesquelles il est possible de demander une dérogation aux règles d'accessibilités handicapé :*

- *Dans des bâtiments classés au titre de la conservation du patrimoine architectural ou situé à proximité d'un tel bâtiment (R 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation)*
- *Dans des bâtiments implantés dans des zones inondables (R 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation)*
- *Lorsque les travaux d'accessibilité prévus aux articles R. 111-19-8 et R. 111-19-9 sont susceptibles d'avoir des conséquences excessives sur l'activité de l'établissement.*
- *Lorsque les travaux de mise en accessibilité se heurtent à des contraintes liées à la présence d'éléments participant à la solidité du bâtiment tels que murs, plafonds, planchers, poutres ou poteaux.*

*Dans tous les cas les demandes de dérogation sont instruites par le préfet du département via la mairie, à défaut de réponse du préfet dans les délais légaux, la dérogation demandée est réputée refusée. »*

# 2. GENERALITES

## 2.1 Objectif de la prestation

L'objectif de cette mission est de réaliser le diagnostic de tout ou partie d'ouvrages de bâtiment y compris les équipements nécessaires à leur exploitation au regard des textes réglementaires déclinés à l'article 2.3 ci-après, dans le domaine de l'accessibilité aux personnes handicapées.

Ce diagnostic présente les anomalies, les propositions concrètes ainsi que leurs chiffrages estimatifs.

## 2.2 Classement de l'établissement

Catégorie : 4 ème

## 2.3 Références réglementaires

Loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité de s droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

Décret du 30 avril 2009 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et des bâtiments d'habitation.

Articles R 111-19 à R 111-19-24 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public construits ou créés.

Arrêté modifié du 1er août 2006 fixant les conditions prises pour l'application des articles R 111-19 à R 111-19 - 3 et R 111 - 19 - 6 du CCH relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création.

Arrêté du 21 mars 2007 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R 111-19-8 et R 111-19-11 du CCH, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des établissements existants recevant du public et des installations existantes ouvertes au public.

## 2.4 Commentaires relatifs au déroulement de la prestation

Les cheminements et accès utilisés par le public nous ont été communiqués lors de la visite par l'exploitant de l'établissement. Ces hypothèses restent sous la déclaration de l'exploitant.

Le rapport est établi sur la base d'un constat visuel des commandes et appareillages accessibles lors de la visite ; tout élément caché et ce de fait non pris en compte ne figurera pas dans nos résultats et avis.
Notamment les niveaux d'éclairement ont été évalués à partir des performances normalement attendues pour le type d'éclairage en place. Les éventuelles mesures réalisées n'ont qu'un caractère indicatif (éclairement naturel variable suivant date et heure de la visite).

### 2.5 Moyens d'investigation

Nos investigations sont réalisées à partir de constats visuels, ainsi que d'évaluations de grandeurs à l'aide des instruments listés ci-dessous :

- mètre
- niveau électronique
- luxmètre
- dynamomètre ou peson

## 3. DESCRIPTION DES OUVRAGES EXAMINES

### 3.1. Description de l'établissement

Etablissement comprenant une salle principale et des sanitaires

### 3.2. Périmètre de la prestation

Le diagnostic porte sur l'ensemble des points visés à l'arrêté du 01/08/2006, dans la mesure où ils sont rendus applicables par l'arrêté du 21 mars 2007 relatif aux ERP existants.

Ne sont pas traités dans ce diagnostic :

- Les logements de fonction, leurs accès et leurs dépendances non accessibles au public. Ils ne sont pas soumis à l'arrêté du 21/03/07 relative à la mise en accessibilité des ERP existants. Dans le cas de travaux sur ces logements, dégagements et dépendances, il y aura lieu de respecter l'arrêté du 26/02/07 relatif à l'accessibilité des bâtiments d'habitation collective lorsqu'ils font l'objet de travaux.
- Les locaux techniques et zones non accessibles au public. Ils ne sont pas soumis à l'arrêté du 21/03/07.
- Les lieux et postes de travail qui ne sont pas visés par le diagnostic réglementaire.

### 3.3. Locaux non visités

Les locaux objets du diagnostic qui n'ont pas pu être visités sont récapitulés ci-dessous :

- Aucun

### 3.4. Documents examinés

- Néant

# 4. RESULTATS ET AVIS

## 4.1. Notation des constats

Notation de la difficulté de l'accessibilité actuelle :

: Accessibilité réglementaire

: Accessibilité non réglementaire mais possible sans confort d'usage

: Accessibilité non réglementaire mais possible avec assistance

: Inaccessible

Notation des types de handicap pour lesquels la règle n'est pas respectée :

**Tous** : Accessibilité non respectée quel que soit le handicap

: Accessibilité non respectée seulement pour les personnes en fauteuil

: Accessibilité non respectée seulement pour les personnes mal marchantes

: Accessibilité non respectée seulement pour les personnes malvoyantes

: Accessibilité non respectée seulement pour les personnes malentendantes

: Accessibilité non respectée seulement pour les personnes présentant une difficulté cognitive

## 4.2. Notation des préconisations

Echelle de difficulté :

A : Accessibilité partielle nécessitant uniquement des travaux de signalétiques ou revêtements

B : Accessibilité partielle nécessitant la mise en place d'équipement adapté, occasionnant peu d'incidence sur le cadre bâti.

C : Accessibilité nécessitant des travaux sur le cadre bâti

Echelle de criticité :

I : Petits travaux courants réalisables par une équipe d'entretien courant

II : Travaux de moyenne importance relevant généralement d'un budget d'entretien ou de maintenance.

III : Travaux lourds nécessitant une étude particulière ou relevant généralement d'un budget d'investissement.



*(*) Illustrations réalisées pour le compte du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat*

### 4.3. Proposition de solutions de principe et évaluation prévisionnelle de leur coût

Les solutions de principes présentées dans le rapport correspondent aux obligations minimales à satisfaire au 1er Janvier 2015.

Les exemples proposés ne sont pas exhaustifs. En cas de difficultés de réalisation par rapport à l'exploitation de l'établissement, des études plus approfondies pouvant éventuellement conclure à des demandes de dérogation seront nécessaires.

Les évaluations de coûts indiquées dans le rapport sont destinées à cerner l'ordre de grandeur d'une enveloppe prévisionnelle et ne constitue pas une étude. Dans tous les cas une étude devra être réalisée par un Maître d'œuvre.

Pour certaines dispositions difficilement réalisables, le présent rapport peut suggérer des demandes de dérogation. Nous attirons l'attention sur le caractère aléatoire de la suite donnée à ces demandes.
Elles sont soumises à autorisation du Préfet après avis de la Commission Consultative Départementale de la Sécurité et l'Accessibilité.

### 4.4. Observations générales

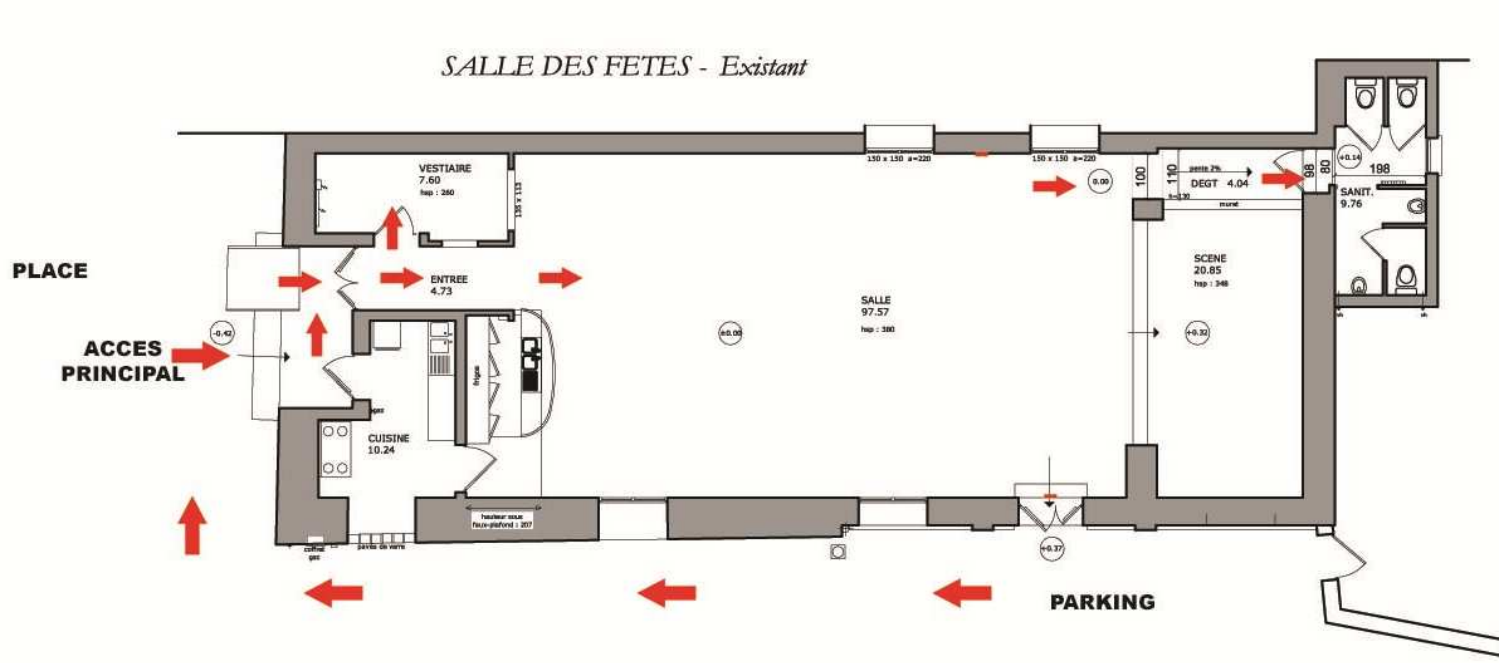
Présence d'un parking non matérialisé.

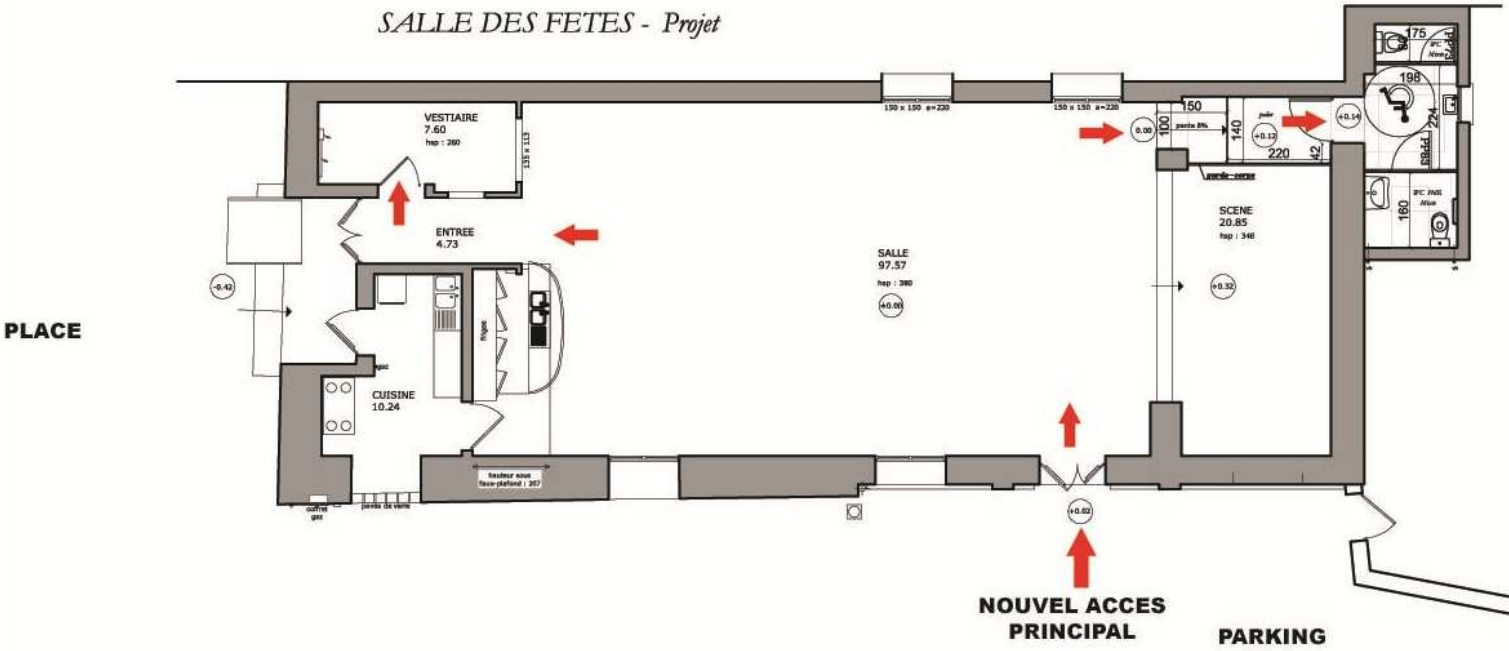
L'entrée principale actuelle n'est pas adaptée, nous proposons de créer un accès direct depuis le parking.

## DIAGNOSTIC ACCESSIBILITE HANDICAPES

**CHAINE DE DEPLACEMENT EXTERIEURE :**

Il existe un parking dévolu à la salle des fêtes . Celui-ci n'est pas adapté (relief, revêtement de sol, etc…). L'accès actuel se fait en façade depuis la voirie. L'accès n'st pas non plus adapté (rampe+emmarchements).
Nous propososn donc de modifier l'accès principal de la salle en le déplaçant du côté du parking qui devra être revu dans son intégralité afin d'être accessible aux PMR.




Christiane Delvaux Paysagiste Conseil

architecture SIMON

apave

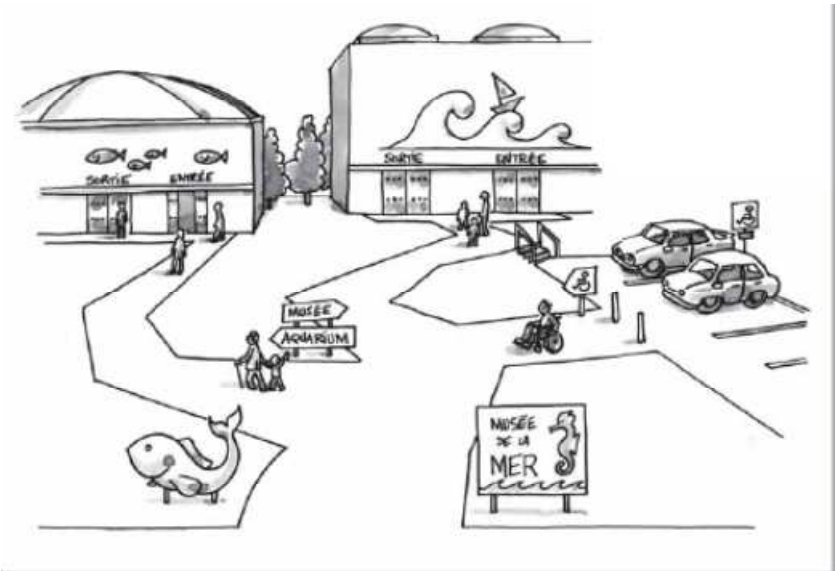
*(*) Illustrations réalisées pour le compte du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat*

| CHEMINEMENT EXTERIEUR | | | | | | FICHE CONSTAT N° 001 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ENTREE PRINCIPALE | | | | | Tous | 3 INACCESSIBLE | | | | |

A- Présence d'une volée d'escalier
Absence de bande d'éveil à la vigilance
Absence de contrastes (nez de marches et contremarches)
La hauteur des marches est supérieure à 17cm

B- Rampe amovible trop pentue

| Préconisations | Difficulté | Criticité | Chiffrage (€ HT) |
|---|---|---|---|
| A/ B créer une entrée côté parking – adapter la signalétique | A | I | 60,00 |
| | | | |
| | | | |
| | | | |






*(*) Illustrations réalisées pour le compte du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat*

| CHEMINEMENT EXTERIEUR | | | | | | | | | FICHE CONSTAT N° 002 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Depuis le parking | | | | | | | | | |

A- La place de stationnement n'est pas matérialisée
B- Revêtement non adapté
C- Présence d'une marche de 9 cm
D- La porte ne mesure pas 0,90 m
E- Absence de poignée de porte

| Préconisations | Difficulté | Criticité | Chiffrage (€ HT) |
|---|---|---|---|
| A- Matérialiser la place de stationnement adaptée (panneau + pictogramme) | B | II | 500,00 |
| B+C- Modifier le revêtement +Rabaisser le parking (cf schéma d'aménagement extérieur) | C | III | 18 800,00 (sol1)<br>9 500,00 (sol 2) |
| D-/E Remplacer la porte et adapter au nouvel accès | B | II | 4 000,00 |

Exemples de poignées facilement préhensibles :

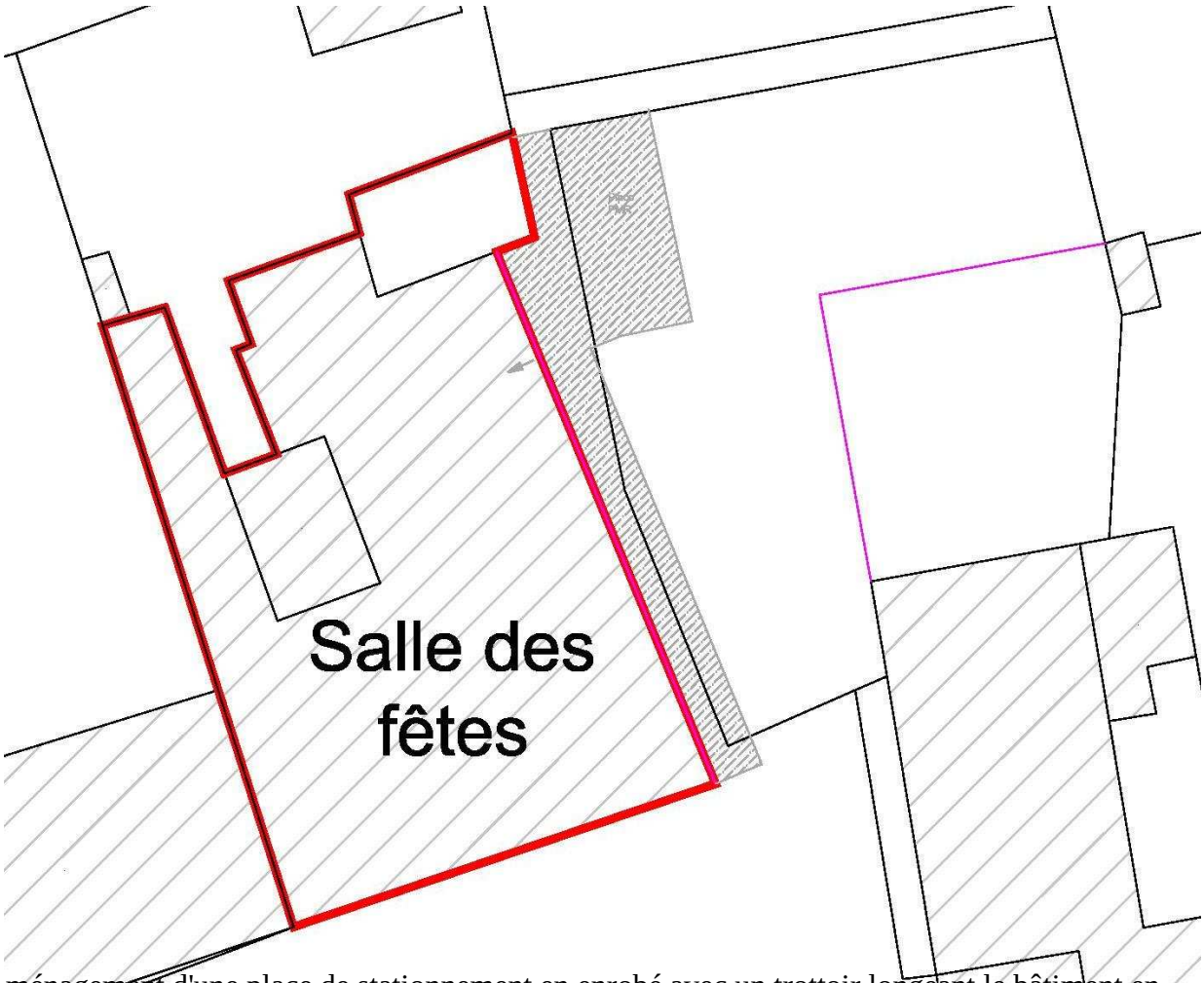
- Bec-de-cane :

- Poignée de tirage où on peut facilement passer la main :

- Barre anti-panique :

*(*) Illustrations réalisées pour le compte du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat*

Schéma d'aménagement des abords de la salle des fêtes




Aménagement d'une place de stationnement en enrobé avec un trottoir longeant le bâtiment en enrobé permettant l'accessibilité depuis la voirie. Cet enrobé est borduré par une bordure P1 (solution2) ou reprise complète et réalisation d'un parking complet en enrobé (solution 1)

| N°des Prix | Désignation des ouvrages | Quantité | Unité | Prix Unitaire | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| I | **Abords salle des fêtes reprise complète de la cour** | | | | |
| | Installation et signalisation | 1 | Forfait | | |
| | Implantation et piquetage | 1 | Forfait | | |
| | Décapage des surfaces à minéraliser sur 50 cm | 352 | M² | | |
| | Couche de base en grave calcaire dur 0/20 non traitée sur 25 cm d'épaisseur | 352 | M² | | |
| | Bordure P1 | 8 | ML | | |
| | Enrobé 0/6 | 352 | M² | | |
| | Pour une tranchée 1 Réseau de l = 0,40 m et p = 1,20 m | 21 | ML | | |
| | Fourniture et pose du câble, cuivre nu et grillage avertisseur | 21 | ML | | |
| | Applique simple et remontée aéro souterraine | 2 | Unité | | |
| | **Prix total HT abords salle des fetes** | | | | **18 800,00 €** |

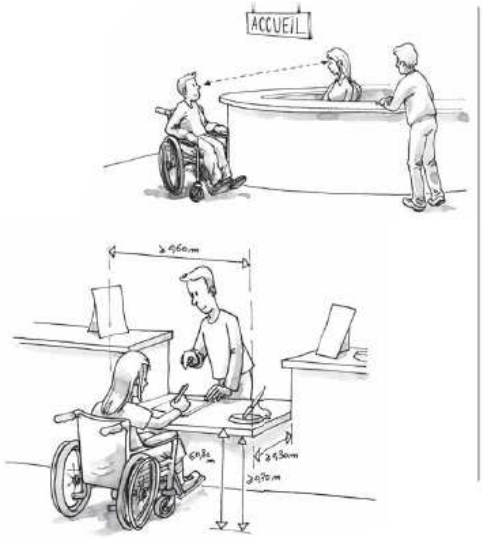
| N°des Prix | Désignation des ouvrages | Quantité | Unité | Prix Unitaire | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| I | **Abords salle des fêtes reprise partielle de la cour** | | | | |
| | Installation et signalisation | 1 | Forfait | | |
| | Implantation et piquetage | 1 | Forfait | | |
| | Nivellement du terrain | 262 | M² | | |
| | Décapage des surfaces à minéraliser sur 50 cm | 90 | M² | | |
| | Couche de base en grave calcaire dur 0/20 non traitée sur 25 cm d'épaisseur | 90 | M² | | |
| | Bordure P1 | 34 | ML | | |
| | Enrobé 0/6 | 90 | M² | | |
| | Pour une tranchée 1 Réseau de l = 0,40 m et p = 1,20 m | 21 | ML | | |
| | Fourniture et pose du câble, cuivre nu et grillage avertisseur | 21 | ML | | |
| | Applique simple et remontée aéro souterraine | 2 | Unité | | |
| | **Prix total HT abords salle des fetes** | | | | **9 500,00 €** |

*(*) Illustrations réalisées pour le compte du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat*

| LOCAL | | | | | | | | | | FICHE CONSTAT N° 003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| SALLE PRINCIPALE | | | | | | | | | | |

A- La porte d'entrée actuelle ne mesure pas 0,90 m
B- La tablette du vestiaire n'est pas à la bonne hauteur
C- Le comptoir n'est pas adapté
D- Présence d'une double marche depuis la porte de service

| Préconisations | Difficulté | Criticité | Chiffrage (€ HT) |
|---|---|---|---|
| A- Modifier la porte | B | II | 1300,00 |
| B- Mettre la tablette à bonne hauteur | A | I | 250,00 |
| C- Modifier le mobilier | A | I | 500,00 |
| D- Remplacement de la porte et démolition des emmarchements | C | III | 4 750 ,00 |



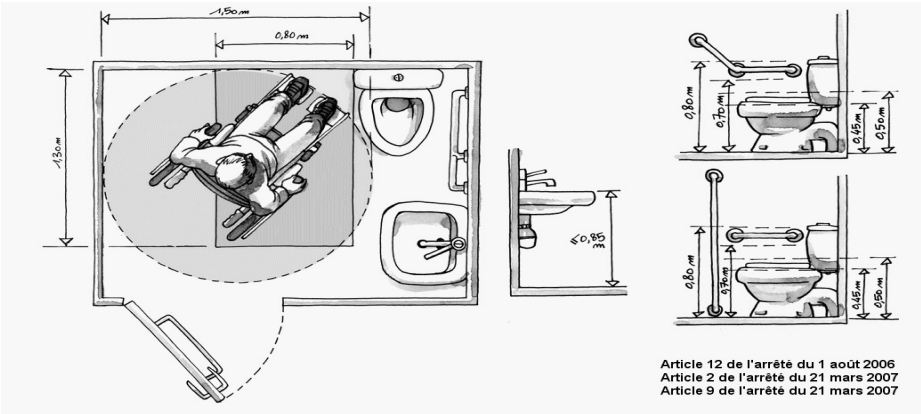



*(*) Illustrations réalisées pour le compte du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat*

| SANITAIRE | | | | | | FICHE CONSTAT N° 004 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| SANITAIRE | | | | | Tous | 3 INACCESSIBLE | | | | |

A- Absence de palier de repos devant la porte
B- La circulation accès au sanitaire mesure 1,10 m
C- Les sanitaires ne sont pas adaptés

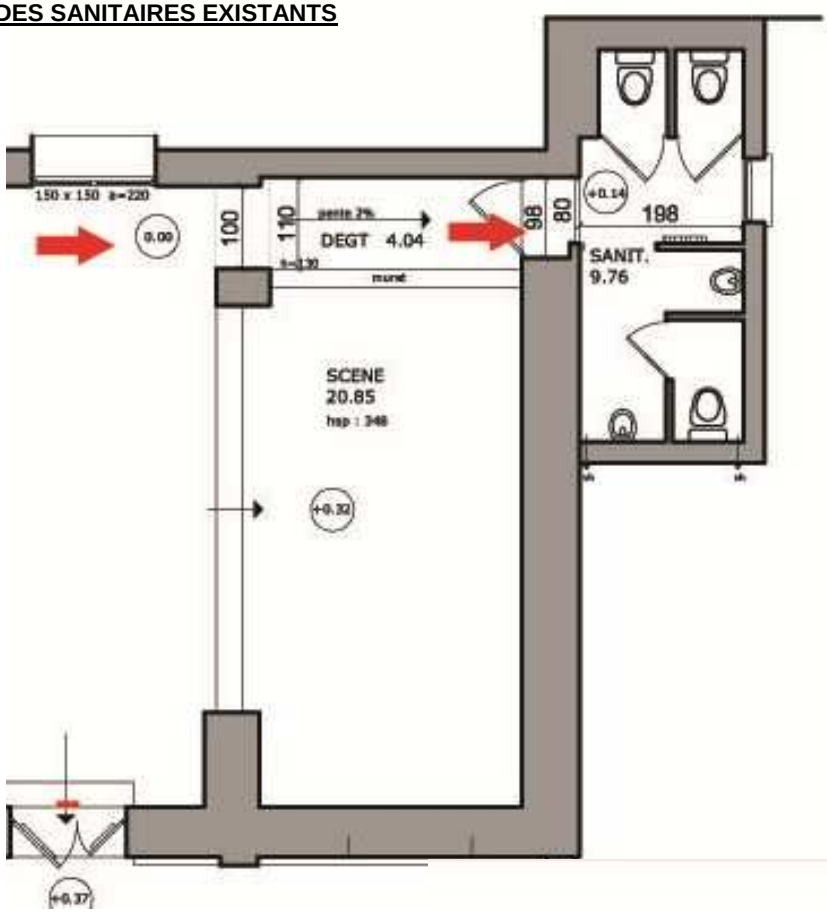
| Préconisations | Difficulté | Criticité | Chiffrage (€ HT) |
|---|---|---|---|
| A- Création d'une pente de 8 % sur 1,40 m restera 2,20 m de long pour l'espace de manœuvre de portes– cf schéma d'aménagement intérieur | C | III | |
| B- Supprimer le mur et mettre en place un garde corps– cf schéma d'aménagement intérieur | C | III | |
| C- Adapter les sanitaires – cf schéma d'aménagement intérieur | C | III | 8 900,00 |



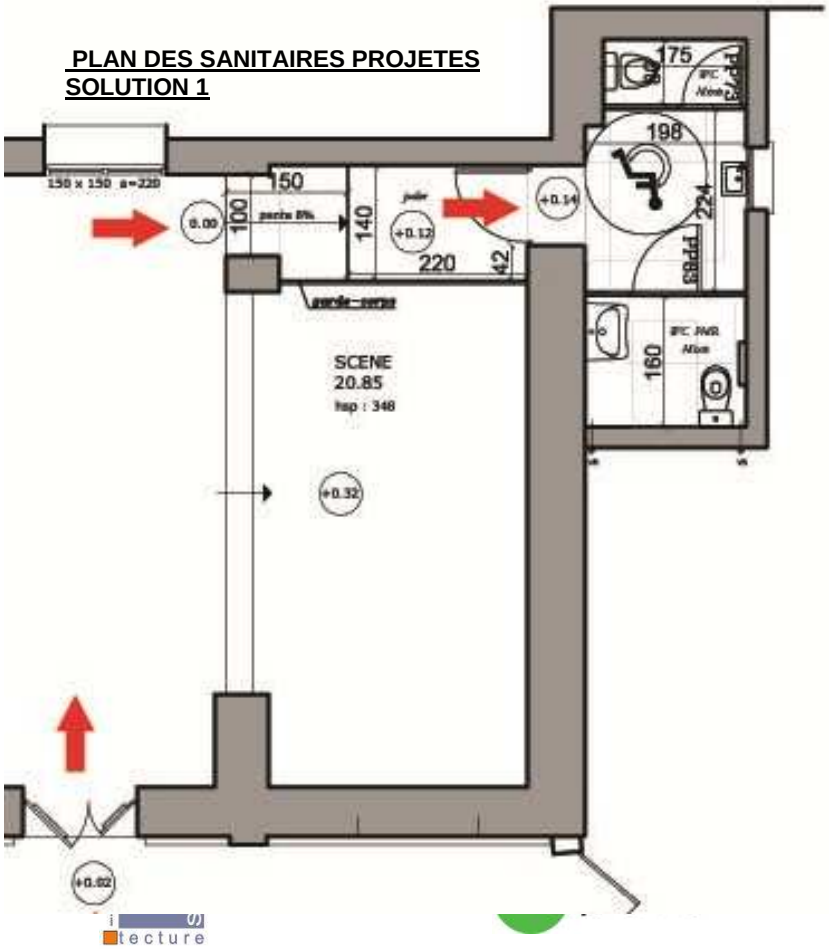



*(*) Illustrations réalisées pour le compte du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat*

## PLAN DES SANITAIRES EXISTANTS




## PLAN DES SANITAIRES PROJETES SOLUTION 1




Christiane Delvaux
Paysagiste Conseil

*(*) Illustrations réalisées pour le compte du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat*

**MAIRIE DE BEAUFORT**

**FAISABILITE**

**MISE EN ACCESSIBILITE DE LA SALLE DES FETES ET SANITAIRES**

**ESTIMATION DES TRAVAUX**

| *Libellé* | *Montant €UROS* |
|---|---|
| DEMOL RAMPE D'ACCES VERS SANITAIRES+MURET | 1 400,00 |
| DEMOL SANITAIRES (compris cloisons et évacuation) | 1 450,00 |
| NOUVELLE RAMPE INT. + GARDE CORPS | 1 650,00 |
| NOUVEL AMENAGEMENT DES SANITAIRES | 2 650,00 |
| 1WC+1LAVE MAIN+1WC PMR + 1LAVABO PMR | 1 600,00 |
| ADAPTATION ELECTRICITE | 150,00 |
| **TOTAL TRAVAUX H.T.** | **8 900,00** |
| **T.V.A 19,6%** | **1 744,40** |
| **TOTAL TRAVAUX T.T.C.** | **10 644,40** |

févr-13



Christiane Delvaux Paysagiste Conseil

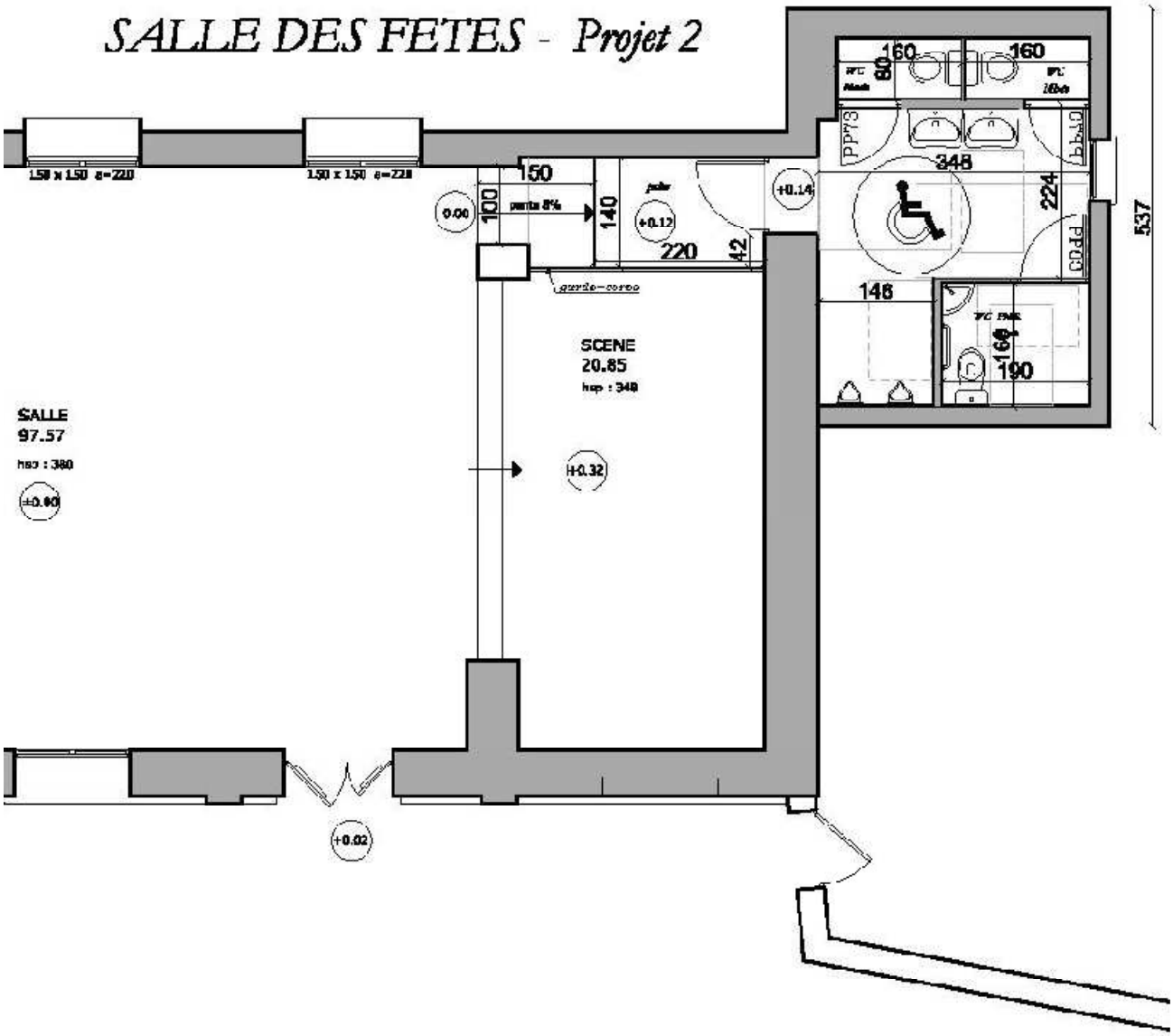
architecture SIMON

apave

(*) Illustrations réalisées pour le compte du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat

**DIAGNOSTIC ACCESSIBILITE HANDICAPES**

**PLAN DES SANITAIRES PROJETES**
**SOLUTION 2 :** projet d'extension des sanitaires




Christiane Delvaux
Paysagiste Conseil

architecture SIMON

apave

*(*) Illustrations réalisées pour le compte du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat*

**MAIRIE DE BEAUFORT**

**FAISABILITE**

**MISE EN ACCESSIBILITE DE LA SALLE DES FETES ET SANITAIRES**
**SOLUTION 2**

**ESTIMATION DES TRAVAUX**

| *Libellé* | *Montant €UROS* |
|---|---|
| DEMOL RAMPE D'ACCES VERS SANITAIRES+MURET | 1 400,00 |
| DEMOL SANITAIRES (compris évacuation) | 8 950,00 |
| NOUVELLE RAMPE INT. + GARDE CORPS | 1 650,00 |
| EXTENSION ET AMENAGEMENT DES NOUVEAUX SANITAIRES | 23 250,00 |
| **TOTAL TRAVAUX H.T.** | **35 250,00** |
| **T.V.A 19,6%** | **6 909,00** |
| **TOTAL TRAVAUX T.T.C.** | **42 159,00** |

**févr-13**